

Roadmap pour une
prospérité durable

En Route!



R&D&i Vers un leadership dans la double transition	8
Commerce international De be.Brussels à be.International	16
Fiscalité Mettre de l'ordre dans la jungle fiscale bruxelloise	22
Marché du travail Ne dites pas « NEET », mais « UP »	28
Éducation & formation Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie en tant que pierre angulaire de notre économie fondée sur la connaissance	34
Digitalisation Bruxelles, capitale digitale	40
Télécoms Bruxelles est-elle réellement prête pour un avenir numérique ?	50
Énergie & climat Passer à la vitesse supérieure	56

5 raisons d'investir demain à Bruxelles

Avec sa grande richesse historique, architecturale, gastronomique et culturelle, Bruxelles est une destination très prisée du grand public. Des quatre coins du monde, on se rend au cœur de l'Europe pour s'imprégner de son atmosphère.

En va-t-il de même pour les entrepreneurs ? Ce devrait être le cas. Bruxelles dispose d'un énorme vivier de talents multilingues, jeunes et entreprenants. En outre, notre capitale accueille de nombreuses organisations internationales et des établissements d'enseignement et de recherche renommés, tandis que l'accessibilité de la ville est également souvent louée. Des quartiers intéressants du point de vue commercial et un beau patrimoine ? Bruxelles peut se prévaloir de tous ces atouts. Et une situation géographique intéressante ? Oui, absolument.

Mais... ce potentiel évident reste sous-exploité. La politique fragmentée de Bruxelles manque d'une ambition commune. Une ambition permettant d'attirer les entrepreneurs et de les inciter à rester. Agoria fait le premier pas en soulignant 5 atouts de la ville pour l'avenir.

#1 Bruxelles regorge de talents

Notre capitale dispose du plus grand réservoir de talents du pays. De plus, Bruxelles est la seule Région où la population en âge de travailler (20-64 ans) continuera de croître dans les années à venir. Mais il y a un problème de perception. Beaucoup de « kets » sont stigmatisés négativement. Ils sont considérés comme des NEET (Not in Education, Employment or Training) plutôt que comme des UP (Unknown Potentials).

C'est aux politiques d'inverser la tendance. Il conviendrait de commencer par des formations de renforcement, d'organiser des projets visant l'acquisition d'une première expérience, de faciliter les stages permettant de découvrir le monde des entreprises de l'intérieur et, enfin, d'orienter les personnes vers un emploi. Bruxelles devrait s'engager à consacrer chaque année un pourcentage minimum de son PIB à des programmes d'activation. Quoi qu'il en soit, le fait que travailler soit plus payant que ne pas travailler est un élément clef pour obtenir l'adhésion des UP à ce projet.

#2 Bruxelles se met à l'heure de la technologie

Pour faire de cet atout une réalité, il nous faut une plus grande ouverture aux nouvelles technologies. C'est là que le bât blesse trop souvent aujourd'hui. Une situation incompréhensible, car la numérisation peut aider la ville à aller de l'avant à bien des égards. Par exemple, les solutions numériques peuvent nous aider à mieux atteindre et intégrer les Bruxellois à la recherche d'un emploi, les compteurs intelligents permettent de maîtriser les factures d'énergie, la 5G peut améliorer la connectivité, les technologies intelligentes garantissent une meilleure fluidité du trafic... Les opportunités sont nombreuses.

Des initiatives telles que SustAIIn.Brussels et FARI montrent la voie. Elles aident les services publics, les PME et les jeunes entreprises à exploiter les avantages de l'intelligence artificielle. Agoria aimerait voir plus d'initiatives de ce genre dans les années à venir.

#3 Bruxelles allie qualité de vie et accessibilité

Ces deux atouts ne s'excluent pas l'un l'autre, bien au contraire. Par exemple, le plan de mobilité Good Move opte résolument pour une ville agréable et sûre, avec des quartiers tranquilles reliés par des axes intermodaux. Des transports publics efficaces et une circulation plus fluide font également partie du plan. Pour atteindre les objectifs dans ces domaines, plusieurs pistes sont à explorer : le développement de pôles urbains de mobilité multimodale, la gestion intelligente des feux de circulation, des infrastructures cyclables sécurisées, des systèmes de guidage pour le stationnement, des informations sur le trafic en temps réel, des infrastructures de recharge, des espaces publics de qualité...

Certains changements d'orientation sont encore nécessaires. Par exemple, Agoria souhaite remplacer les taxes de circulation existantes par un système de tarification routière intelligente, en concertation avec les autres régions. En outre, l'extension de la ligne 3 du métro est également une priorité absolue.

#4 Bruxelles encourage fiscalement les entrepreneurs

Les centimes additionnels sont en moyenne trois fois plus élevés dans la Région bruxelloise que dans la périphérie (flamande). Conséquence ? De plus en plus d'entreprises choisissent d'investir dans les communes périphériques. Après un exode urbain, Bruxelles est donc confrontée à un exode de l'emploi.

Une politique fiscale commune, harmonisée et stable est importante pour le développement et le maintien des activités économiques et nécessaire pour restaurer la confiance dans les autorités bruxelloises. La Région, en vertu de ses compétences tutélaires (et de son fonds de compensation), peut recadrer les communes qui laissent la pression fiscale augmenter trop rapidement en réduisant leur dotation.

#5 Bruxelles investit dans des bâtiments modernes et neutres sur le plan climatique

La demande de quartiers agréables, propres et sûrs n'est pas nouvelle, mais nous espérons plus de détermination lors de la prochaine législature. Un plan commun d'embellissement des quartiers de la gare du Nord et de la gare du Midi, par exemple, fait aujourd'hui cruellement défaut.

Mais il y a aussi de bonnes nouvelles : avec la campagne Renolution, Bruxelles a clairement pris des mesures positives en faveur d'un parc immobilier climatiquement neutre. Pour renforcer la rénovation du parc immobilier résidentiel et commercial bruxellois, nous devons nous concentrer sur l'accessibilité financière et la stabilité du marché, l'augmentation des sources d'énergie renouvelables dans les bâtiments, une politique PEB harmonisée au niveau national et l'encadrement des investisseurs.

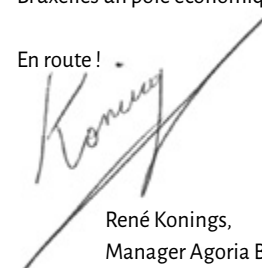
Roadmap pour une prospérité durable

Dans ce mémorandum pour les élections de 2024, Agoria propose des recommandations concrètes pour faire des 5 atouts de Bruxelles pour demain une réalité. Ce faisant, nous nous tournons non seulement vers la prochaine législature mais aussi vers l'avenir.

Par souci de clarté, nous avons divisé nos recommandations en huit thèmes, de la numérisation à la recherche, au développement et à l'innovation. Nous créons ainsi une feuille de route détaillée pour une prospérité durable.

Nous suggérons tantôt des itinéraires connus, tantôt des virages inexplorés, tantôt des trajectoires totalement nouvelles. Mais toujours avec la même attitude positive. Nous sommes en effet convaincus qu'il existe de nombreuses possibilités de faire de Bruxelles un pôle économique d'avenir.

En route !



René Konings,
Manager Agoria Brussels



Kurt Ceuppens,
Président Agoria Brussels

R&D&I

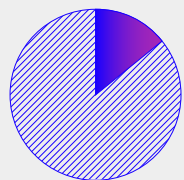
Vers un leadership dans la double transition

A stylized landscape illustration with a pink-to-purple gradient sky and blue-to-black gradient ground. The ground features rolling hills and a winding white path. A large, white, stylized letter 'T' is positioned in the center of the landscape. The sky is filled with several white, rounded cloud shapes of varying sizes.

T

Il est temps de changer de route

Bruxelles se positionne à la 28^e place parmi les régions européennes les plus innovantes selon l'European Regional Innovation Scoreboard 2023, renforçant ainsi son statut d'« Innovation leader ». Ce succès est en grande partie attribué à Innoviris, l'organisme bruxellois dédié à l'innovation, qui constitue un partenaire solide pour les entreprises et les institutions de recherche investissant dans l'innovation.

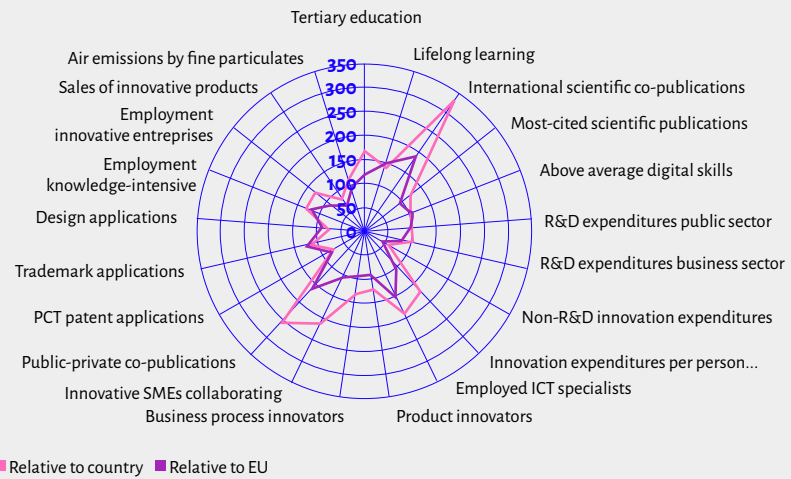


14,2%

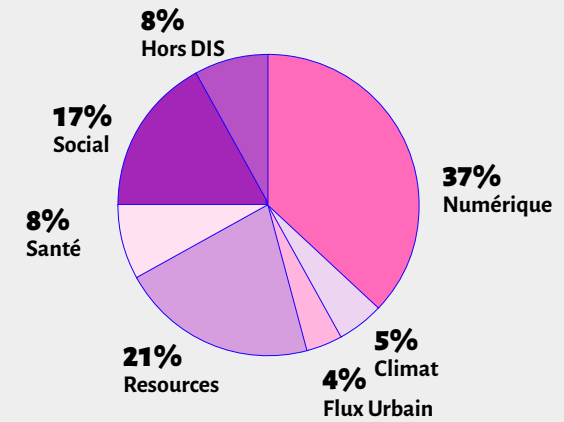
Entre 2016 et 2023, Bruxelles a enregistré une augmentation de 14,2% de sa performance en tant que leader de l'innovation.



Regional Innovation Scoreboard 2023



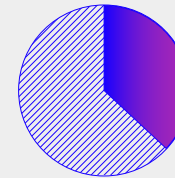
Répartition des budgets innovation par DIS en 2021



Plusieurs indicateurs mettent en évidence cette dynamique, tels que le grand nombre de co-publications scientifiques internationales par million d'habitants classées parmi les 10% les plus citées à l'échelle mondiale, un pourcentage élevé de personnes âgées de 25 à 34 ans avec une formation supérieure et un nombre important d'habitants possédant des compétences numériques supérieures à la moyenne.

Le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) est particulièrement dynamique, avec une forte proportion de spécialistes parmi la main-d'œuvre et des dépenses significatives en innovation par travailleur.

De son côté, le secteur public soutient activement ces investissements par des contributions en R&D. Bruxelles se fait remarquer par un nombre élevé de co-publications d'entités privées et publiques, en dehors du secteur médical. Les PME de la Région ont également montré une tendance à l'innovation collaborative et à la commercialisation de nouveaux produits.



37%

En 2021, le budget alloué à l'innovation dans les entreprises a été dominé par le numérique, représentant 37% des investissements.

Surmonter la complexité et l'accélération des technologies

Malgré les progrès réalisés, Bruxelles doit relever plusieurs défis, tels que la formation continue pour les adultes, l'augmentation des dépenses en Recherche et Développement dans le secteur privé, ainsi que la stimulation de l'innovation en termes de design et de dépôt de brevets. Ces efforts sont indispensables pour renforcer le statut de la capitale de l'Europe en tant que pôle majeur d'innovation.

Par ailleurs, la diversité des technologies numériques, allant de l'intelligence artificielle à la 5G en passant par la gestion des données, la sécurité, les technologies Saas et le virtuel..., représente un défi pour de nombreuses entreprises. Cette complexité et la rapide progression de ces technologies freinent leur transformation numérique.

Pour remédier à cette situation, le plan d'innovation régional 2021-2027 de Bruxelles vise à soutenir les entreprises dans leur transformation numérique et écologique. Il s'agit d'éléments clés pour atteindre les objectifs de réduction du réchauffement climatique, de création de richesse et de compétitivité. Ces initiatives pourraient positionner Bruxelles en tant que leader de la double transition en Europe.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Soutenir et assister davantage les entreprises

Pour aider les entreprises, en particulier les PME, à naviguer dans l'environnement technologique en constante évolution, nous recommandons la mise en place d'un soutien stratégique en matière d'innovation. Des exemples de ces initiatives peuvent être observés chez Sirris et l'EDIH SustAIIn.brussels.

De plus, il est essentiel de soutenir les écosystèmes existants et émergents en établissant des partenariats entre les entreprises, les universités, les centres de recherche et les institutions régionales.

#2 Promouvoir l'innovation et la technologie numérique

Il est essentiel de reconnaître la technologie numérique comme un moteur de l'innovation dans tous les secteurs à Bruxelles. De plus, à l'heure du réchauffement climatique, nous encourageons à intensifier les efforts dans la double transition et à promouvoir Bruxelles en tant que leader européen sur cette question, à travers des initiatives telles que l'EDIH SustAIIn.Brussels et FARI.

#3 Stimuler l'intérêt pour les STEM et renforcer le transfert de connaissances

Agoria demande d'intensifier les initiatives visant à encourager les étudiants à se diriger vers les domaines STEM. Le projet d'une cité des sciences et de l'innovation à la gare de l'Ouest, initié par le Gouvernement bruxellois, pourrait jouer un rôle crucial à cet égard. Nous exprimons notre soutien actif à cette belle initiative et nous nous engageons à favoriser sa collaboration avec des partenaires du monde des entreprises.

De plus, nous recommandons de renforcer le transfert des connaissances développées dans les universités, les hautes écoles et les centres de recherche vers le secteur privé.

#4 Contrôler les critères d'exemplarité en vue des subsides

Nous recommandons la prudence quant aux critères d'exemplarité qui seront définis dans le cadre de la révision de l'ordonnance du 27 juillet 2017. Cette ordonnance vise à promouvoir la recherche, le développement et l'innovation en accordant des aides à des finalités économiques en faveur des entreprises et des organismes de recherche assimilés à des entreprises. Il est essentiel de veiller à ce que ces critères soient équitables et favorables à l'innovation.

#5 Augmenter les budgets et intensifier la collaboration au niveau national

Agoria insiste fortement sur la nécessité d'augmenter le budget en Recherche & Développement, afin de l'aligner sur le niveau des autres Régions. De plus, il serait nécessaire de promouvoir une meilleure coopération entre les acteurs à travers tout le pays, par exemple en mettant davantage l'accent sur des appels à projets innovants.

Et pour finir, nous recommandons de renforcer la promotion et la communication autour des fonds d'innovation européens, en accordant une attention particulière à ceux liés aux opportunités de transformation numérique.

#6 Revoir la gouvernance de l'économie et de l'innovation

Nous sommes convaincus de l'importance de regrouper les compétences en matière d'économie et d'innovation au sein d'un seul portefeuille ministériel, tout comme cela a été le cas lors de la législature précédente.

Technology for a better world

Chez Agoria, nous sommes convaincus que la technologie est un allié essentiel dans la lutte contre le réchauffement climatique. Nous croyons fermement en la double transition, qui combine les avancées écologiques et numériques. Bruxelles, grâce à son dynamisme et son potentiel innovant, est idéalement positionnée pour devenir un leader européen de cette transformation. Nous encourageons vivement la Région à saisir cette opportunité !



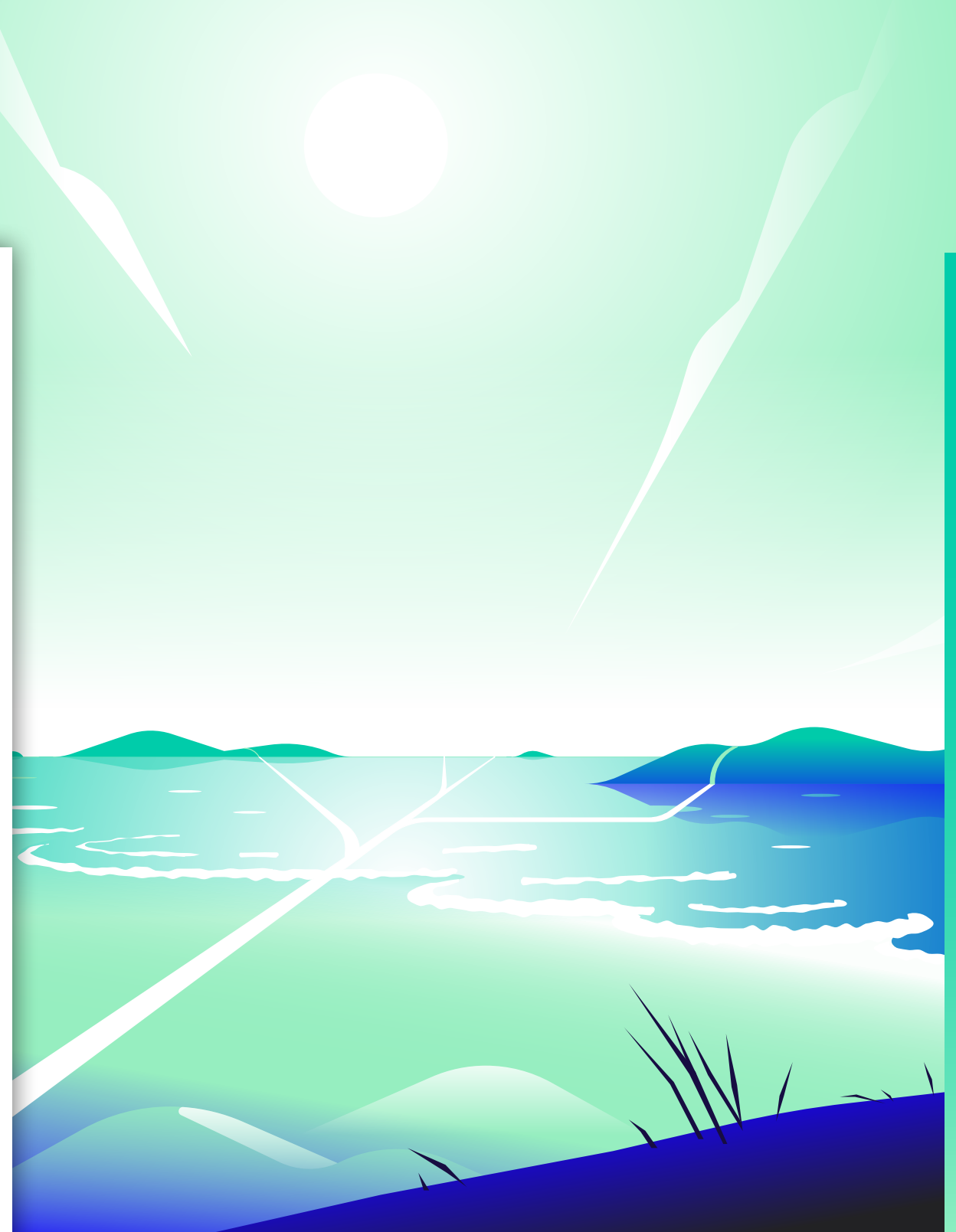
Commerce international

De be.Brussels à
be.International

Il est temps de changer de route

Une perspective internationale est essentielle au développement économique de Bruxelles et donc à sa prospérité. Par exemple, les entreprises locales ne peuvent réaliser leurs grandes ambitions que si elles parviennent à attirer des talents de l'extérieur de l'UE. Inversement, les entreprises bruxelloises franchissent elles-mêmes les frontières. Pour nombre d'entre elles, l'internationalisation est LA voie de la croissance.

Toutefois, pour obtenir de bons résultats sur ces deux aspects, il reste encore du travail à faire. Bruxelles peut faire beaucoup mieux qu'aujourd'hui.

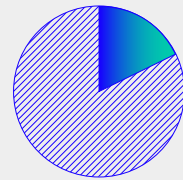


La majorité des start-ups travaillent uniquement à l'échelle locale

Il n'est pas surprenant que Bruxelles soit la ville qui compte le plus grand nombre de start-ups en Belgique. Ce qui fait sourciller, c'est qu'il est très difficile pour ces entreprises de devenir des « scale-ups ». L'une des raisons principales est que les start-ups bruxelloises prennent rarement le chemin de l'étranger. Or, pour beaucoup d'entre elles, c'est là la clé qui leur permettrait de percer.

Quels sont donc les freins majeurs à l'internationalisation des start-ups bruxelloises ? Agoria et Sirris ont mené l'enquête. Le top 3 des freins :

- #1 Trop difficile de nouer de bonnes relations d'affaires (44 %)
- #2 Trop difficile d'attirer les budgets nécessaires (38 %)
- #3 Pas assez de connaissances et d'expérience sur le marché international (33 %)



18%

des start-ups technologiques bruxelloises ouvrent une antenne à l'étranger. La Flandre obtient un bien meilleur résultat avec 67 %.

1 start-up sur 5

acquiert une société étrangère. Parmi les start-ups flamandes, ce chiffre est de 3 sur 5.

Faire en sorte que les migrants économiques se sentent davantage comme chez eux

La migration économique est une compétence régionale à part entière depuis 2014. L'administration régionale de Bruxelles est un exemple en Belgique à cet égard : un site web offrant des informations claires et en anglais sur les procédures de demande de séjour, mais aussi une administration qui travaille rapidement et efficacement.

Les communes bruxelloises, en particulier, jouent un rôle crucial. Elles sont généralement le premier contact pour les talents étrangers et délivrent également les cartes de séjour. Mais aujourd'hui, ces communes ne remplissent pas encore, ou pas suffisamment, leur rôle de connexion.

7,7/10

Telle est la note que les expatriés de la Région bruxelloise attribuent à la politique d'accueil. Bruxelles-Ville fait moins bien avec un score de 5,9/10.

Roadmap pour une prospérité durable

Internationalisation

#1 Assurer un meilleur encadrement

Nous devons nous attaquer aux principales raisons pour lesquelles les start-ups ne s'internationalisent pas. L'un des moyens d'y parvenir est de mieux encadrer le développement commercial et le go-to-market, de mettre en place des actions économiques ciblées et d'organiser des événements internationaux. L'accès au financement est un autre facteur clé de succès.

#2 Rassembler l'écosystème bruxellois

Pour soutenir la croissance (internationale) des start-ups numériques à Bruxelles, hub.brussels et Agoria ont mis en place le projet scale.brussels. De tels projets, qui permettent également de partager les meilleures pratiques et expériences, devraient être déployés à plus grande échelle.

#3 Accélérer la délivrance des licences d'exportation

Investir dans la numérisation complète des licences d'exportation et augmenter le nombre d'ETP. L'ambition devrait être – comme en Flandre – de délivrer les licences dans un délai économiquement réaliste de 40 jours calendaires.

Migration économique

#4 Renforcer la plateforme Working in Belgium

Nous devons continuer à développer la plateforme commune Working in Belgium pour le traitement des demandes de séjour. Libérons donc un budget dès le début de la législature pour déployer et renforcer cette plateforme.

#5 Fournir des ressources suffisantes au service régional de la migration économique pour maintenir au moins le niveau de service actuel.

#6 Mettre en place des consultations structurelles pour la migration économique

La demande de main-d'œuvre étrangère augmente rapidement et il est important que le cadre législatif évolue vite et bien. Faisons-le en concertation avec les acteurs régionaux (voir le conseil socio-économique SERV) et mettons en place une concertation structurelle pour la migration économique entre les acteurs régionaux. En outre, ouvrons le dialogue avec les autres partenaires de notre pays, tant les autres régions que les autorités fédérales.

#7 Optimiser l'administration des communes et des villes

Agoria préconise la mise en place d'un véritable guichet numérique unique (facilité d'accès, transparence des procédures, des documents, etc.), d'un personnel d'accueil multilingue et d'une organisation efficace pour renforcer l'image de la ville auprès des habitants, des entreprises et des travailleurs. Et la politique d'accueil doit être parfaitement accessible aux anglophones.

Technology for a better world

En rendant nos entreprises plus internationales et plus diversifiées, Agoria veut contribuer à une société prête à saisir les opportunités de demain. Créons des emplois plus durables pour construire un marché du travail sain. Et, grâce à l'internationalisation, augmentons notre compétitivité par rapport à d'autres régions. L'objectif : maintenir la position de Bruxelles en tant que leader de l'innovation, y compris dans l'avenir.

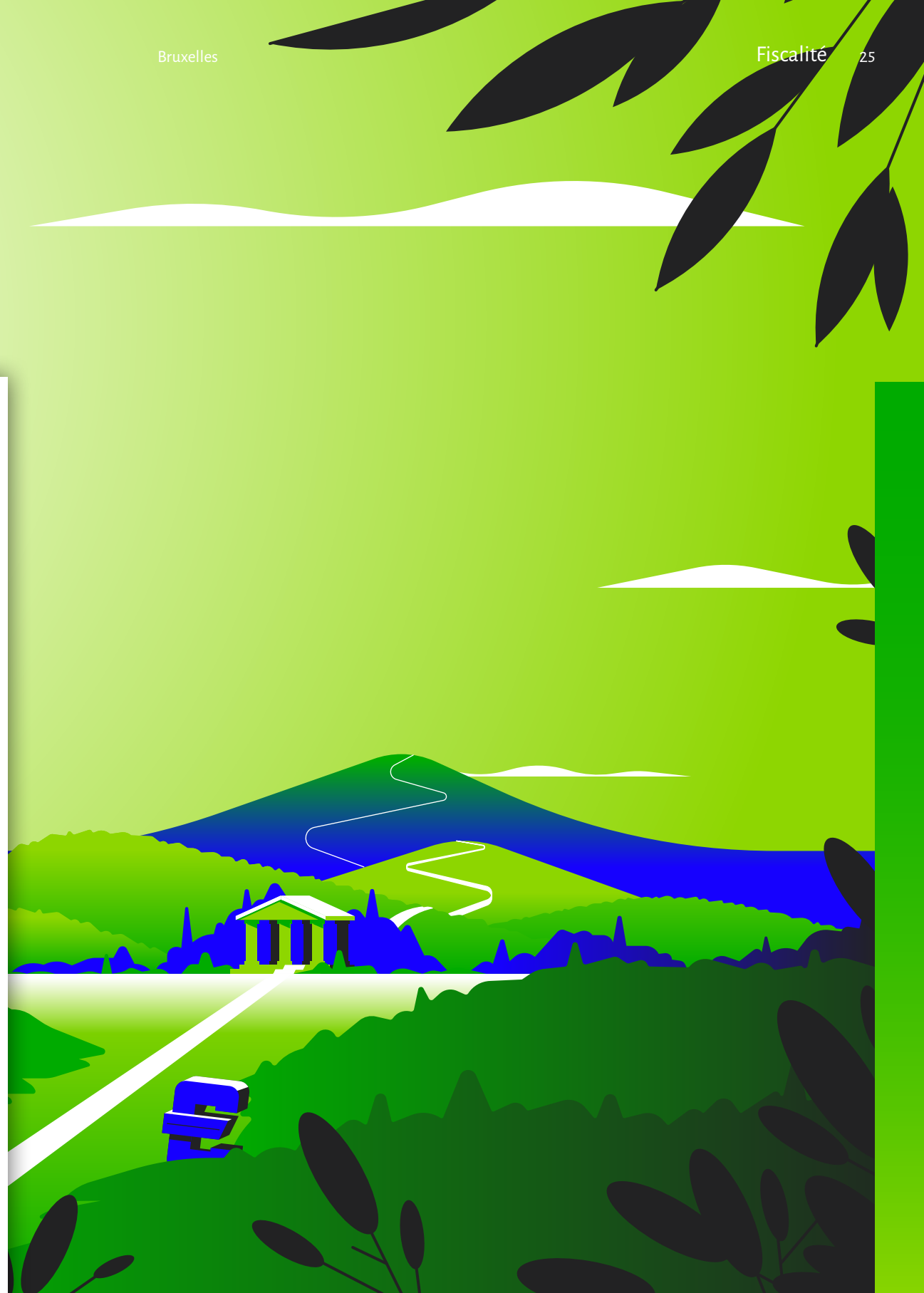
Fiscalité

Mettre de l'ordre dans
la jungle fiscale bruxelloise



Il est temps de changer de route

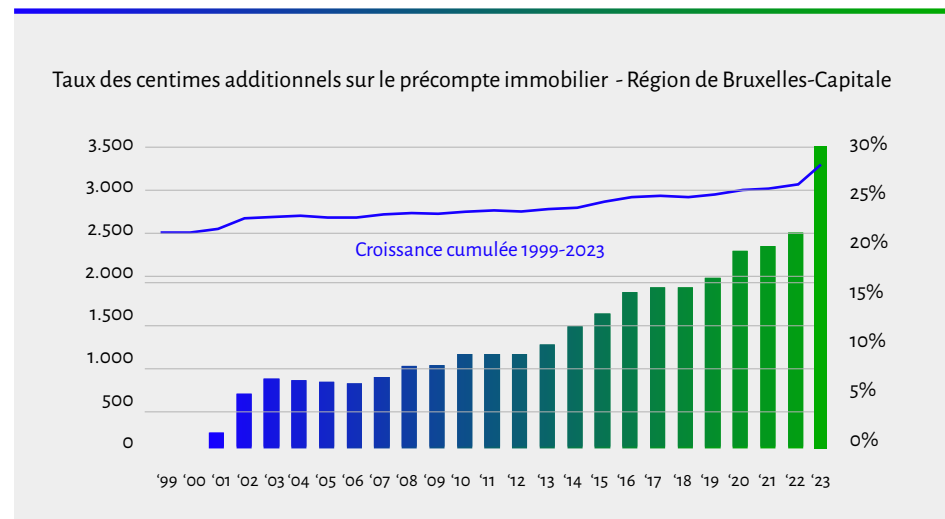
Les budgets communaux de la Région bruxelloise menacent souvent de passer dans le rouge, mais les échevins des finances sont systématiquement applaudis sur les bancs de la majorité à la fin de l'exercice. En effet, leurs propositions sont équilibrées. Comment font-ils ?



Les communes déplacent la charge fiscale

Les chefs d'entreprise ne connaissent que trop bien les astuces fiscales, puisqu'ils paient une grande partie de la facture, principalement par le biais du précompte immobilier. Les entrepreneurs-propriétaires sont la vache à lait habituelle, de même que les entrepreneurs-locataires auxquels les propriétaires d'immeubles transmettent la charge.

Aujourd'hui, les centimes additionnels dans la Région bruxelloise sont en moyenne trois fois plus élevés que dans la périphérie (flamande). Résultat ? De plus en plus d'entreprises choisissent les communes périphériques comme lieu d'investissement. Après un exode urbain, la Région bruxelloise est également confrontée à un exode de l'emploi.



En Région flamande (314 communes), le précompte immobilier s'élève en moyenne à 897 euros. À Bruxelles (19 communes), la moyenne des centimes additionnels atteint 3.272, soit plus de 3 fois plus. À noter qu'il s'agit là de moyennes. Dans certaines communes bruxelloises, les entrepreneurs doivent déboursier beaucoup plus tandis que les services économiques dont ils bénéficient, principalement au niveau régional, sont les mêmes.

L'autonomie locale est une excuse (trop) facile

Cette tendance est d'autant plus regrettable que le gouvernement régional a pris des mesures importantes au cours des dernières législatures. Ainsi, la Région bruxelloise a supprimé la controversée taxe sur les PC et la taxe sur le matériel et l'outillage.

Mais ces efforts au niveau régional sont annulés par l'augmentation beaucoup plus rapide des nouvelles taxes communales. Songeons non seulement aux centimes additionnels communaux sur le précompte immobilier, mais aussi aux taxes sur les bureaux et aux redevances de stationnement.

Ainsi, sous la ligne de flottaison, un changement dangereux est en train de s'opérer dans le tissu économique de notre capitale. En effet, les emplois qui disparaissent de Bruxelles sont souvent des emplois à haute valeur ajoutée qui créent beaucoup d'emplois indirects. Et pendant que ces emplois disparaissent, la Région bruxelloise regarde passivement et se cache derrière le concept d'autonomie locale.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Éliminer la fragmentation

Une politique fiscale commune, harmonisée et stable est importante pour le développement et le maintien des activités économiques, et nécessaire pour restaurer la confiance dans les autorités bruxelloises.

Agoria appelle à remplacer le paysage fiscal fragmenté actuel. Il n'est pas logique que les entreprises paient des impôts et des précomptes immobiliers différents en fonction de leur localisation et de leur code postal. Il faudrait au contraire un système qui permette aux entreprises de budgétiser leurs dépenses fiscales à l'avance.

#2 Recadrer les communes lorsque c'est nécessaire

La Région bruxelloise, en vertu de ses pouvoirs de tutelle (et de son fonds de compensation), peut recadrer les communes qui laissent la pression fiscale augmenter trop rapidement – et nuisent ainsi à l'économie – en réduisant leur dotation. Agoria demande à la Région de jouer un rôle beaucoup plus actif dans ce domaine.

#3 Réduire l'impôt sur les sociétés (au moins) au niveau des périphéries flamande et wallonne

Technology for a better world

Des entreprises compétitives sont essentielles à la création de notre richesse. Il va sans dire qu'un cadre fiscal favorable et stimulant est indispensable. Si nous voulons assurer continuellement la prospérité de notre stratégie de développement durable, il nous faut un environnement favorable, à tout point de vue.

Marché du travail

Ne dites pas
« NEET », mais « UP »



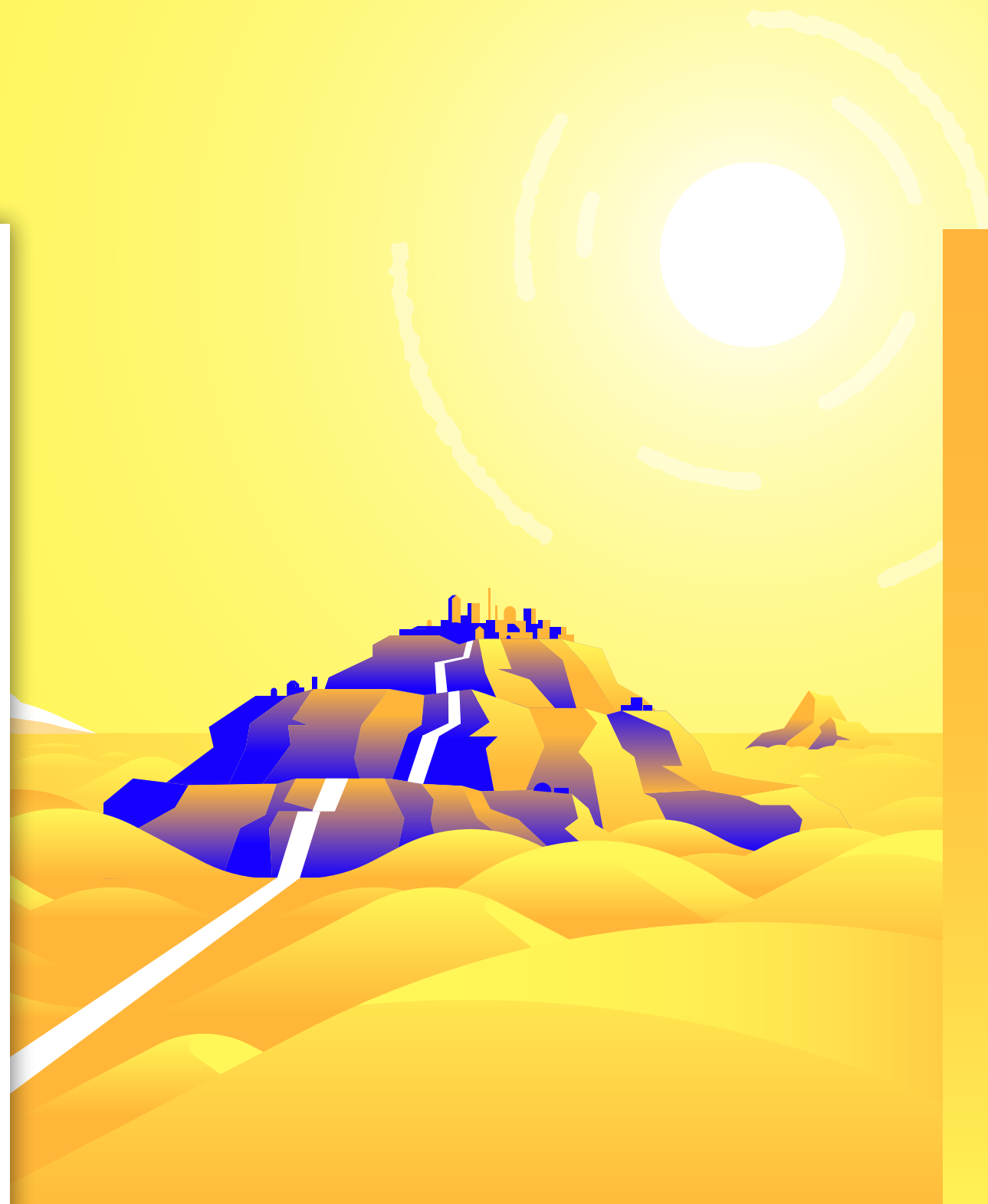
Il est temps de changer de route

Bruxelles regorge de talents. La région dispose du plus grand vivier de talents du pays. En outre, le Bruxellois moyen a 37 ans, soit quatre ans de moins que le Belge moyen. De plus, Bruxelles est la seule région où la population en âge de travailler continuera de croître dans les années à venir. La ville a donc de solides atouts.

Cependant, le chômage bruxellois reste (trop) élevé, en particulier celui des jeunes. Actiris, par exemple, a dénombré 8 595 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en juin 2023, soit plus de 10 % de plus qu'un an plus tôt. Si nous voulons être un précurseur européen, nous devons faire mieux.

87.218

demandeurs d'emploi bruxellois sans activité professionnelle étaient inscrits auprès d'Actiris en juin 2023 (3,2% de plus qu'un an plus tôt).



L'étiquette négative « NEET » continue de coller à la peau des jeunes à Bruxelles

Le taux d'emploi à Bruxelles s'élève aujourd'hui à 65,7 %. Sur la base des prévisions économiques et de l'évolution démographique connue, si la politique reste inchangée, ce n'est qu'en 2040 que nous atteindrons 80 %, le taux d'emploi que nous avons fixé pour notre pays.

2040

sera l'année où Bruxelles connaîtra un taux d'emploi de 80 % si la politique reste inchangée.

Pour trouver une solution, Bruxelles doit surtout se tourner vers les jeunes. Environ 20 % des Bruxellois âgés de 18 à 24 ans répondent à la définition « NEET » (Not in Employment, Education or Training). Nombre d'entre eux recherchent activement un emploi, mais il existe également un groupe important de jeunes inactifs qui ne cherchent pas de travail. Ils ont souvent le sentiment de n'avoir aucune chance sur un marché du travail exigeant et rigide. Pendant ce temps, les entreprises bruxelloises cherchent des talents ailleurs.

Il est temps de transformer cet important groupe de NEET – terme qui met principalement l'accent sur ce qu'ils ne peuvent PAS faire – en un groupe de UP (Unknown Potentials) attrayant – terme par lequel nous voulons pousser les jeunes vers le HAUT.

Attractivité de la périphérie flamande

Un autre défi réside dans le fait que les Bruxellois eux-mêmes se tournent vers l'extérieur de notre capitale pour trouver un emploi intéressant. À titre d'exemple, quelque 55.000 professionnels bruxellois travaillent dans la périphérie flamande, soit une augmentation de 10 % en 10 ans. Pendant ce temps, la capitale est à la traîne avec plus de 25.000 postes vacants (source : Statbel, juin 2023).

En d'autres termes, il doit devenir plus attractif de travailler à Bruxelles même. Surtout quand on sait que la population bruxelloise comptera 21.000 personnes en âge de travailler en plus d'ici 2030. Il sera crucial pour l'économie et la prospérité de Bruxelles d'inciter ce groupe à travailler au niveau local.

Feuille de route pour une prospérité durable

#1 Rendre le travail plus gratifiant

Les personnes qui travaillent à temps partiel et qui combinent ce travail avec un revenu de remplacement devraient gagner plus que les personnes qui dépendent uniquement d'un revenu de remplacement. Dans le cas d'une personne qui commence à travailler à temps partiel, le revenu de remplacement devrait être réduit au prorata plutôt qu'immédiatement supprimé.

#2 Lier des conditions aux allocations de chômage

Faisons de l'effort de formation ciblé un facteur déterminant dans le système d'octroi et de durée des allocations de chômage, en fonction de la formation suivie par le demandeur d'emploi. Ainsi, les personnes qui se retrouvent (temporairement) au chômage doivent pouvoir compter sur une allocation de demandeur d'emploi

raisonnable. Mais au fil du temps, des conditions supplémentaires devraient être liées à cette allocation. Ces conditions doivent renforcer la position du bénéficiaire sur le marché du travail.

Si une personne cesse de chercher du travail ou de renforcer ses compétences, l'allocation diminuerait également. Après 2 ans pour une personne qui ne peut pas justifier de 20 ans d'expérience professionnelle, après 3 ans pour une personne qui peut justifier de 20 ans d'expérience professionnelle.

#3 Soutenir les compétences du futur

En plus de la liste connue des métiers en pénurie, il existe une liste dynamique des compétences génériques de l'avenir. Cette liste pourra par la suite être affinée en fonction des secteurs. La Région bruxelloise concentre ses mécanismes de soutien et ses incitants sur des initiatives de coopération intersectorielle visant à améliorer les compétences des travailleurs et des demandeurs d'emploi.

#4 Investir dans l'activation des chômeurs qui ne cherchent pas activement

Agoria souhaiterait que Bruxelles réserve chaque année un pourcentage minimum de son budget aux programmes d'action liés au marché du travail. Cet investissement devrait se concentrer sur l'activation des personnes qui ne travaillent pas et ne cherchent pas d'emploi.

#5 Développer l'apprentissage en alternance

Afin d'établir un lien rapide entre formation et mise en application, Agoria demande que toutes les formations pratiques dans l'enseignement secondaire supérieur et l'enseignement supérieur soient organisées de façon standard dans le cadre du système d'apprentissage en alternance.

#6 Faciliter la migration économique

Lorsque les entreprises souhaitent attirer des travailleurs étrangers, le processus doit être rapide, simple et entièrement en ligne. Le contrat et les conditions-cadres doivent être rédigés de manière à garantir le salaire et le niveau de vie des expatriés.

#7 Soutenir les organisations de groupes cibles qui fonctionnent bien

Il existe de nombreuses organisations de groupes cibles actives à Bruxelles qui renforcent les groupes défavorisés, souvent en leur enseignant de nouvelles compétences. Lorsqu'elles peuvent démontrer des résultats solides et une bonne

gouvernance, ces organisations (BeCode, Molengeek, Girleek, Capital...) méritent notre soutien total.

Lorsque ces organisations accompagnent également le « dernier kilomètre » et guident les « UP » vers un emploi durable (> 6 mois d'emploi), un système de prime en trois volets est conseillé : une prime pour le chômeur, une prime pour l'employeur et une prime pour l'organisation elle-même. Le montant de cette prime combinée pourrait, par exemple, être équivalent à un mois d'allocation, une dépense publique épargnée par cette approche.

#8 Promouvoir Digitalcity et Technicity

Digitalcity, le pôle de formation aux métiers du numérique, et Technicity, le pôle de formation aux métiers technico-industriels, ont déménagé dans des locaux flamboyants neufs durant la dernière législature. Lors de la prochaine législature, nous devrions viser le doublement du nombre d'heures de formation qui y sont suivies.

#9 Rendre l'investissement à Bruxelles plus attractif

La Région bruxelloise doit faire de la ville un lieu d'implantation et d'investissement idéal pour les entreprises. Cela peut se faire, entre autres, grâce à des environnements de bureau et de production neutres sur le plan climatique, agréables et modernes. Elle doit également investir davantage qu'elle ne le fait actuellement dans des gares sûres et propres, dans un environnement multimodal accessible et dans un climat fiscal plus favorable.

Technology for a better world

Employeur important en Belgique, le secteur technologique entend faire encore mieux dans les années à venir. Concrètement, Agoria prévoit de créer et de pourvoir quelque 40.000 emplois supplémentaires d'ici 2030, soit 16 emplois par jour ouvrable. Cet objectif s'inscrit dans le cadre de nos efforts visant à créer un marché du travail sain, qui accorde l'attention nécessaire au développement personnel et à l'employabilité durable. Bruxelles, en tant que capitale, doit montrer la voie à suivre dans ce domaine.

Éducation & formation

Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie en tant que pierre angulaire de notre économie fondée sur la connaissance



Il est temps de changer de route

L'enseignement dans la Région de Bruxelles-Capitale est une compétence communautaire : les communautés française (Fédération Wallonie-Bruxelles) et flamande y organisent chacune - dans un rapport de 80-20 - leurs activités éducatives. Un patchwork donc, avec des défis particuliers.

En effet, notre capitale possède le plus grand réservoir de talents du pays. À une époque où les nouvelles technologies se succèdent à une vitesse effrénée et où la transition verte bat son plein, une bonne formation de base en STEM ainsi que des soft skills feront la différence dans le monde des entreprises. Parallèlement, il est urgent de mettre en place un système solide d'apprentissage tout au long de la vie.



Capacité insuffisante au niveau des écoles

La population bruxelloise est jeune et très diversifiée, ce qui pose des défis très spécifiques à l'organisation de l'enseignement dans notre capitale. De plus, la population augmente rapidement et les écoles atteignent leurs limites en termes de capacité.

Sous-capacité

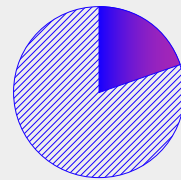
Pour l'année scolaire 2019-2020, il y avait 175 écoles néerlandophones, dont 140 écoles maternelles et primaires et 35 écoles secondaires. C'est au total 26 de plus qu'en 2005, mais c'est loin d'être suffisant pour accueillir tous les enfants.

L'enseignement francophone doit rattraper son retard en matière d'enseignement technique et professionnel. Perspective.Brussels parle d'un manque de 3.000 places.

Notre pays descend encore dans le classement PISA

En matière de mathématiques et de compétence en lecture, notre pays recule dans le dernier classement PISA. Il en va de même pour la participation à l'apprentissage tout au long de la vie : 19,9 % des 25-64 ans ont suivi une formation en 2021, ce qui ne représente qu'une amélioration minimale par rapport à l'année précédente (19,6 %).

Les chiffres d'Eurostat sont également éloquentes : seuls 45,2 % de la population déclarent avoir suivi récemment une formation. Et 41,8 % admettent honnêtement qu'ils ne souhaitent pas le faire.

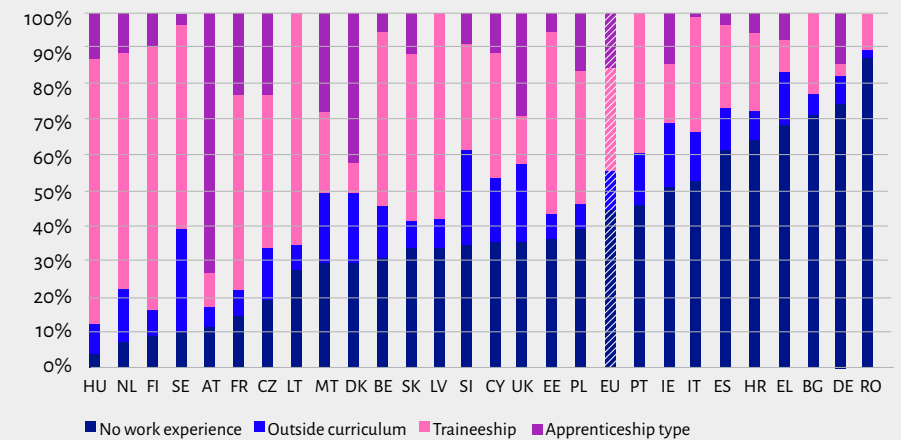


19,9%
des 25-64 ans ont suivi une formation en 2021

Inadéquation entre la formation et le marché du travail

Les chiffres de l'OCDE de 2019 montrent que chez 28,7 % des Belges (32,2 % en moyenne pour l'Europe), on observe une « inadéquation du domaine d'études » : la dernière formation ne correspond pas au secteur d'emploi de la personne. L'apprentissage sur le lieu de travail est donc une nécessité pour améliorer l'alignement entre formation et marché du travail.

Part de la population en apprentissage sur le lieu de travail dans des formations axées sur le marché du travail (15-34 ans) (niveau de qualification 3-4)



Roadmap pour une prospérité durable

#1 Ne pas investir plus, mais différemment

Rentabiliser l'apprentissage sur le lieu de travail

Il convient tout d'abord de rationaliser l'offre en ne proposant désormais certaines formations de l'enseignement technique et professionnel que dans le cadre de l'alternance. Adapter plus rapidement les matières à la réalité du marché du travail en limitant le processus d'adaptation des qualifications professionnelles à trois mois, en intégrant des rôles, en prévoyant des profils génériques et en assouplissant la traduction en formations. En outre, Agoria propose d'intensifier l'apprentissage sur le lieu de travail en faisant en sorte que 10 % des cours des enseignements secondaire et supérieur se déroulent chaque année sur le lieu de travail.

Accorder une plus grande marge de manœuvre aux directions d'école

Pour ce faire, il convient de faire appel à des fournisseurs d'EdTech afin de maximiser l'utilisation du matériel numérique dans les programmes d'apprentissage. Agoria demande également que le statut d'enseignant en alternance soit ancré, que les emplois flexibles soient autorisés dans le secteur de l'enseignement et que le financement par composantes soit approuvé.

#2 Renforcer les compétences numériques et STEM

Outre la connaissance des applications technologiques et numériques actuelles, les travailleurs doivent également être en mesure de faire face au changement et aux innovations futures. Il est essentiel de mettre l'accent sur l'enseignement technique et d'investir dans les infrastructures. Des investissements tels que l'ouverture récente d'une école technique (Egied) près de la Gare de l'Ouest à Molenbeek méritent donc d'être soutenus et encouragés.

D'avantage d'experts en STEM seront nécessaires pour développer et mettre en œuvre les technologies, mais les compétences STEM de base doivent aussi faire l'objet d'une attention suffisante. Il est indispensable d'intégrer les compétences numériques dans la formation des enseignants, afin de garantir une éducation de base à chaque élève et étudiant. Enfin, il convient que les formations STEM soient fondées sur des données probantes afin que les actions puissent être ajustées de manière ciblée.

#3 Développer un système d'apprentissage inclusif qui incite à l'excellence

Les régions de la connaissance qui obtiennent un score élevé en matière d'apprentissage tout au long de la vie visent un système d'apprentissage ouvert : chaque citoyen peut apprendre à n'importe quel moment de son parcours. Sans restriction concernant les formations complémentaires. Parallèlement, la formation continue est la responsabilité partagée de l'individu, de l'employeur et du gouvernement.

Agoria demande que soit rendue obligatoire une orientation scolaire non contraignante lors du passage de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire. Par la suite, chaque jeune devrait se voir offrir toutes les opportunités. À cette fin, il est nécessaire d'ouvrir la discussion sur les conditions préalables à un report de l'âge d'obligation scolaire et de compléter l'offre de formation par un master professionnel.

Nous recommandons que les entreprises soient reconnues en tant que fournisseurs de formation et que soient prévus dans ce cadre des comptes individuels d'apprentissage et de carrière. Les prestataires de formation devraient quant à eux faire en sorte que leurs formations soient axées sur la demande et dispensées de façon autonome plutôt que subventionnée.

Technology for a better world

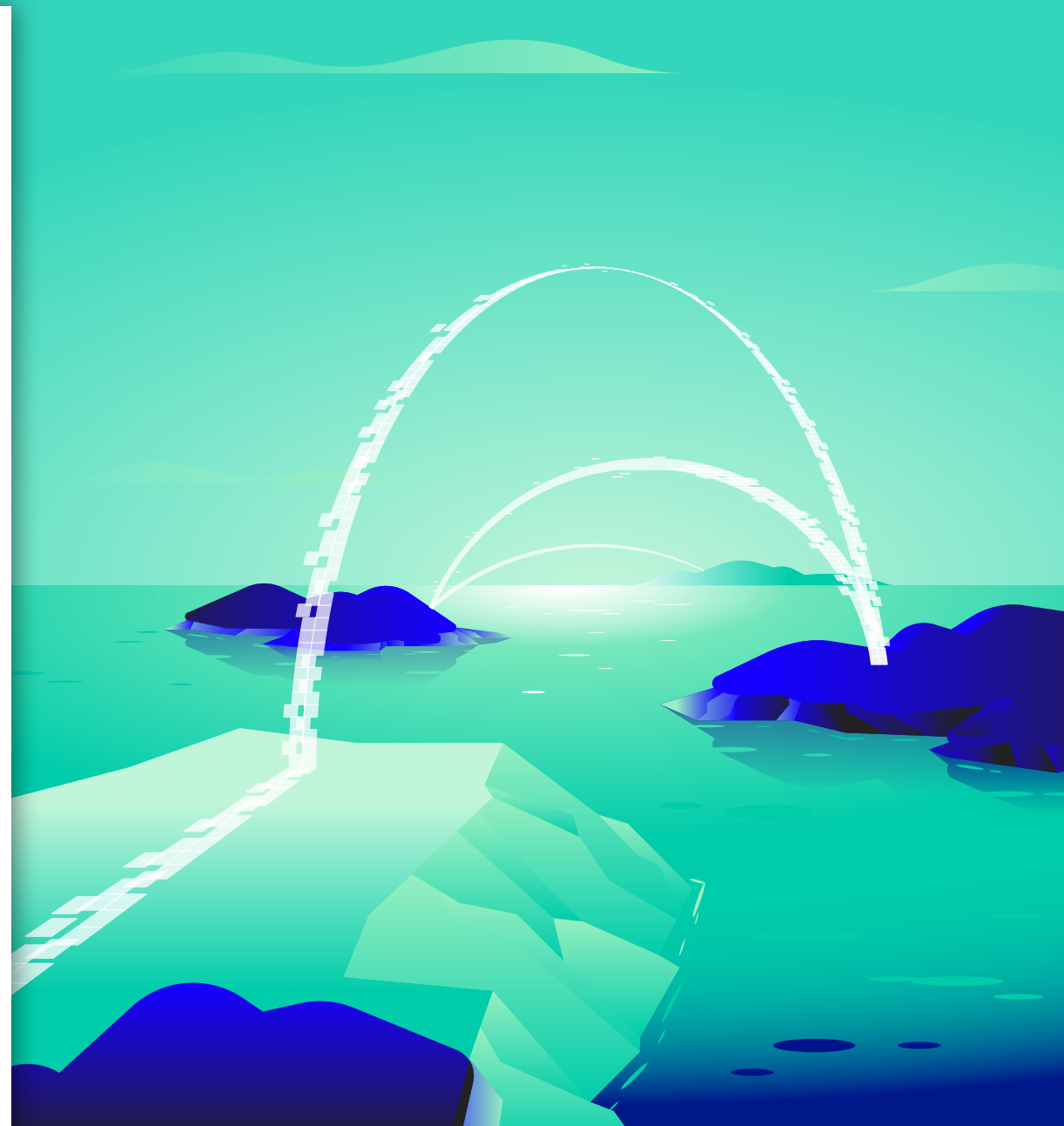
L'enseignement est également au cœur de la stratégie de durabilité d'Agoria. L'industrie technologique est un employeur important et souhaite créer et pourvoir des emplois supplémentaires dans les années à venir. Nous considérons qu'il est de notre devoir d'offrir au plus grand nombre de personnes possible des emplois de valeur sur un marché du travail sain, en accordant une attention particulière au développement personnel et à l'employabilité durable.

The background of the page is a stylized digital landscape. It features a gradient from dark blue at the top to light blue and green at the bottom. There are several low, rounded hills or mountains in the distance, rendered in shades of blue and green. In the foreground, there are dark blue, jagged rock formations. A white path, composed of small squares, leads from the bottom center towards the horizon. The overall aesthetic is clean, modern, and digital.

Digitalisation Bruxelles, capitale digitale

Il est temps de changer de route

Le numérique est aujourd'hui omniprésent dans la société et l'économie, et le sera encore davantage à l'avenir. Il représente un secteur en plein essor et est également devenu un vecteur d'amélioration dans tous les domaines. Il est aussi un indicateur de la réactivité d'une région face aux défis économiques, climatiques, environnementaux et sociétaux.



Toute l'économie se numérise

De 2012 à 2022, l'emploi dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) a augmenté d'environ un tiers. En outre, plus de 60% des professionnels du numérique exercent leurs compétences en dehors du secteur des TIC (finances, public, industriel, etc.), ce qui témoigne de la numérisation croissante de l'ensemble de l'économie.

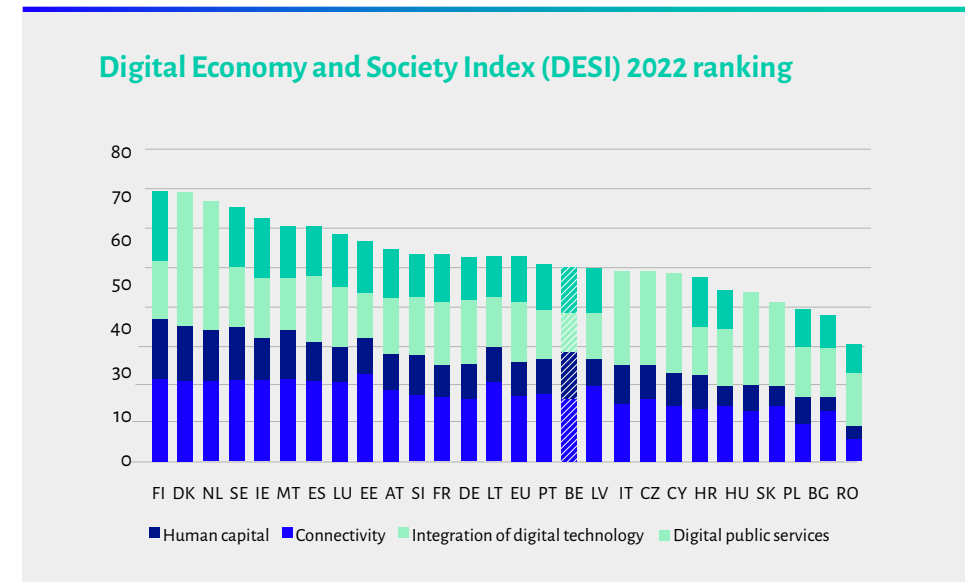


De la 5e à la 16e place

Selon l'indice européen Digital Economy and Society Index/(DESI), la Belgique a progressé dans certains domaines du développement de la société et de l'économie numériques, mais elle continue de perdre du terrain par rapport à d'autres pays européens.

Concrètement, notre pays est passé de la 5e à la 16e place entre 2015 et 2022. Alors que l'Espagne, par exemple, est passée de la 17e à la 7e place pendant la même période, grâce à une politique digitale forte et ambitieuse ([España Digital 2026](#)).

Dans ce contexte, les initiatives bruxelloises sont positives mais elles ne sont pas suffisantes. En tant que capitale digitale de l'Europe, Bruxelles doit augmenter ses ambitions et coordonner davantage ses actions avec les autres entités belges afin de viser, ensemble, un retour dans le top 5 d'ici 2030. L'union fait la force !



4 objectifs européens pour 2030

Afin de rester compétitive face à la transformation numérique qui touche tous les secteurs de la société et de l'économie, l'Europe a lancé le programme ambitieux « Path to Digital Decade ».

Elle a identifié 4 domaines d'action : le renforcement des compétences et experts numériques, l'investissement dans des infrastructures du numérique de pointe, garantissant une sécurité optimale, l'accélération de la transformation digitale des entreprises et la numérisation des services publics.

1. Les compétences numériques

Au niveau des compétences numériques, la Belgique se situe légèrement au-dessus de la moyenne européenne (indice DESI), occupant la 13^e position. Cependant, notre pays accuse un sérieux retard en termes de diplômés en technologies de l'information et de la communication, avec seulement 2,2% des diplômés, contre 3,9% en moyenne en Europe.

Et malgré les initiatives privées et publiques comme digitalcity.brussels, on constate un cruel manque de compétences digitales de base et d'experts digitaux, notamment pour la cybersécurité et l'IA/Data.

2. Une infrastructure du numérique sécurisée

Des réseaux de télécommunications fixes et mobiles solides et sécurisés sont indispensables à une économie et une société numériques saines. En matière de sécurité, on constate une augmentation significative des cyberattaques en Belgique (+ 37% entre 2019 et 2021). Notre pays fait actuellement face à un manque cruel de maturité cyber dans les secteurs publics et privés et à une pénurie d'experts en cybersécurité, avec 4.000 postes vacants.

3. L'accélération numérique des entreprises

Nouvelles technologies, données et innovation

Les nouvelles technologies (IA, Web 3.0, 5G, blockchain, XR/VR, cybersécurité, etc.) et l'économie des données gagnent en importance. Elles offrent des solutions à de nombreux défis sociétaux et économiques. Parallèlement, le défi pour la Belgique aujourd'hui réside moins dans la création de nouvelles start-ups que dans la croissance des start-ups et scale-ups innovantes déjà existantes.

Accélération numérique dans les PME

En termes d'intégration des technologies numériques dans les PME, la Belgique est descendue de la 3^e à la 6^e place. Et bien que 65% d'entre elles aient un niveau de base en intensité digitale (moyenne européenne : 55%), nous ne devons pas rester les bras croisés, l'activation des chefs d'entreprise reste une priorité.

Digital4Sustainability

La technologie numérique est l'une des clés d'une société plus durable (voir par exemple l'étude [Digital4Climate](#) d'Agoria et Accenture). Cependant, il y a encore une marge d'amélioration, car seules 56% des entreprises belges ont une intensité moyenne à haute d'actions vertes grâce aux TIC (moyenne européenne : 66%).

4. La numérisation des services publics

Enfin, la Belgique se classe en 16^e position en termes de numérisation des services publics, ce qui la place derrière la moyenne européenne. Malgré certains progrès, il reste donc encore beaucoup à faire dans ce domaine. Le Gouvernement bruxellois doit continuer à se concentrer sur la numérisation des services publics et de l'e-santé, en collaboration avec le secteur privé.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Augmenter l'offre de formation pour experts et compétences numériques

Agoria préconise le développement d'un nouvel écosystème en collaboration avec des partenaires publics (universités, organismes de formation, etc.) et privés, afin d'élargir l'offre et d'améliorer la qualité des formations en digital, notamment dans les domaines de l'IA/data et de la cybersécurité. Une source d'inspiration : la [Cyber Skills Academy](#) européenne ou le [Campus Cyber](#) en France.

Il est également important d'encourager et de cartographier les formations « non régulières ». Et d'encourager également les entreprises à faire appel à ce type de formation. Il faut en outre tenir compte de l'impact des formations « non régulières » (axées sur la demande) sur l'indice DESI.

Nous recommandons également d'intégrer l'apprentissage des compétences numériques à tous les niveaux de l'enseignement et de la formation, en incluant notamment l'IA, la cybersécurité et l'éthique digitale (voir chapitres « [Éducation et formation](#) » et « [Marché du travail](#) » (par exemple pour attirer des travailleurs étrangers en Belgique).

#2 Développer une infrastructure numérique sécurisée

Agoria préconise la mise en place d'une roadmap stratégique nationale pour optimiser le développement des réseaux de télécoms fixes et mobiles (voir chapitre « [Télécoms](#) »).

Il est également essentiel de mettre en place une campagne d'activation plus ambitieuse et coordonnée aux niveaux régional et national, visant à sensibiliser le management des secteurs privé et public, afin d'adopter un plan cybersécurité/résilience.

#3 Accélérer la transformation numérique Nouvelles technologies, données et innovation

Pour booster la compétitivité de nos PME, il est crucial de favoriser la collaboration avec les fournisseurs numériques dans le cadre de projets d'innovation « Business 4 Business » dans des domaines tels que les nouvelles technologies (IA, Metaverse, 5G, blockchain etc.) et l'innovation sociétale (Digital4Sustainability, EduTech & Health-Tech). Un exemple : le modèle « [Start IA](#) » de DigitalWallonia.

Bruxelles doit aussi poursuivre la mise en œuvre d'une stratégie en matière de données (avec un rôle clair des autorités par rapport au privé) et veiller à ce que la Région puisse se connecter aux espaces de données régionaux et européens.

Parallèlement, il est essentiel de soutenir activement la croissance des scale-ups grâce à un programme coordonné comprenant leur financement via [finance.brussels](#), une visibilité internationale grâce à la prolongation de [scale.brussels](#) et un transfert de « deep tech ». Une source d'inspiration pourrait être [Scaleup Vlaanderen](#) ou le plan français [French Tech](#).

Renforcer les programmes pour la numérisation des PME

Agoria recommande également d'optimiser les programmes existants pour la numérisation des PME, en mettant l'accent sur l'activation des dirigeants de PME en matière de stratégie numérique et de gestion du changement, et pas uniquement sur des actions de sensibilisation et de formation (voir par exemple le 'SME Digitalisation Plan' en Espagne).

Digital4Sustainability

Il est essentiel d'investir dans des solutions numériques pour réduire l'empreinte carbone dans des secteurs tels que la mobilité, l'énergie et les bâtiments (à travers des investissements publics) - (voir chapitre « Énergie & climat »).

Un programme de durabilité devrait également être mis sur pied pour soutenir les PME dans leur processus de transformation, y compris avec les technologies numériques.

Il est aussi primordial de soutenir les centres de données et les opérateurs télécoms dans leur transition vers une décarbonisation complète d'ici 2050, tout en se conformant aux nouvelles obligations de reporting de l'UE (sans imposer des exigences supplémentaires).

#4 Optimiser la numérisation des services publics

Agoria souhaite également mettre fin à la concurrence déloyale des organismes IT publics comme SMALS (fédéral) et Paradigm (Bruxelles) et de certaines administrations ainsi qu'encourager la collaboration avec le secteur privé. Pour les organismes IT publics, il est désormais nécessaire d'adopter le modèle appliqué en Flandre, qui repose sur un noyau d'experts de haut niveau chargé de définir la stratégie et d'assurer la coordination, ainsi que sur la conclusion de marchés publics avec le secteur privé pour sa mise en œuvre.

Un autre aspect crucial réside dans le développement de la digitalisation complète des processus clés, tels qu'un déménagement, afin d'améliorer la vie des citoyens et des entreprises, et ce, de manière transversale entre le niveau fédéral et les Régions, en collaboration avec le secteur numérique.

Dans le secteur de la santé, il est également essentiel de faciliter l'innovation numérique et l'utilisation des données en établissant une vision claire et en fournissant un financement structurel de l'innovation. Il est nécessaire de mettre en place un programme cohérent visant à améliorer l'utilisation et le partage des données en collaboration avec le Gouvernement fédéral.

Technology for a better world

La digitalisation et l'économie des données jouent un rôle crucial dans l'amélioration du monde et dans la contribution à une société meilleure. En utilisant les technologies numériques, nous pouvons optimiser les processus, accélérer les échanges d'informations et faciliter la prise de décision. Cela permet de réduire les coûts, d'augmenter l'efficacité et de favoriser l'innovation, créant ainsi des opportunités pour une société plus durable, inclusive et prospère.

Télécoms

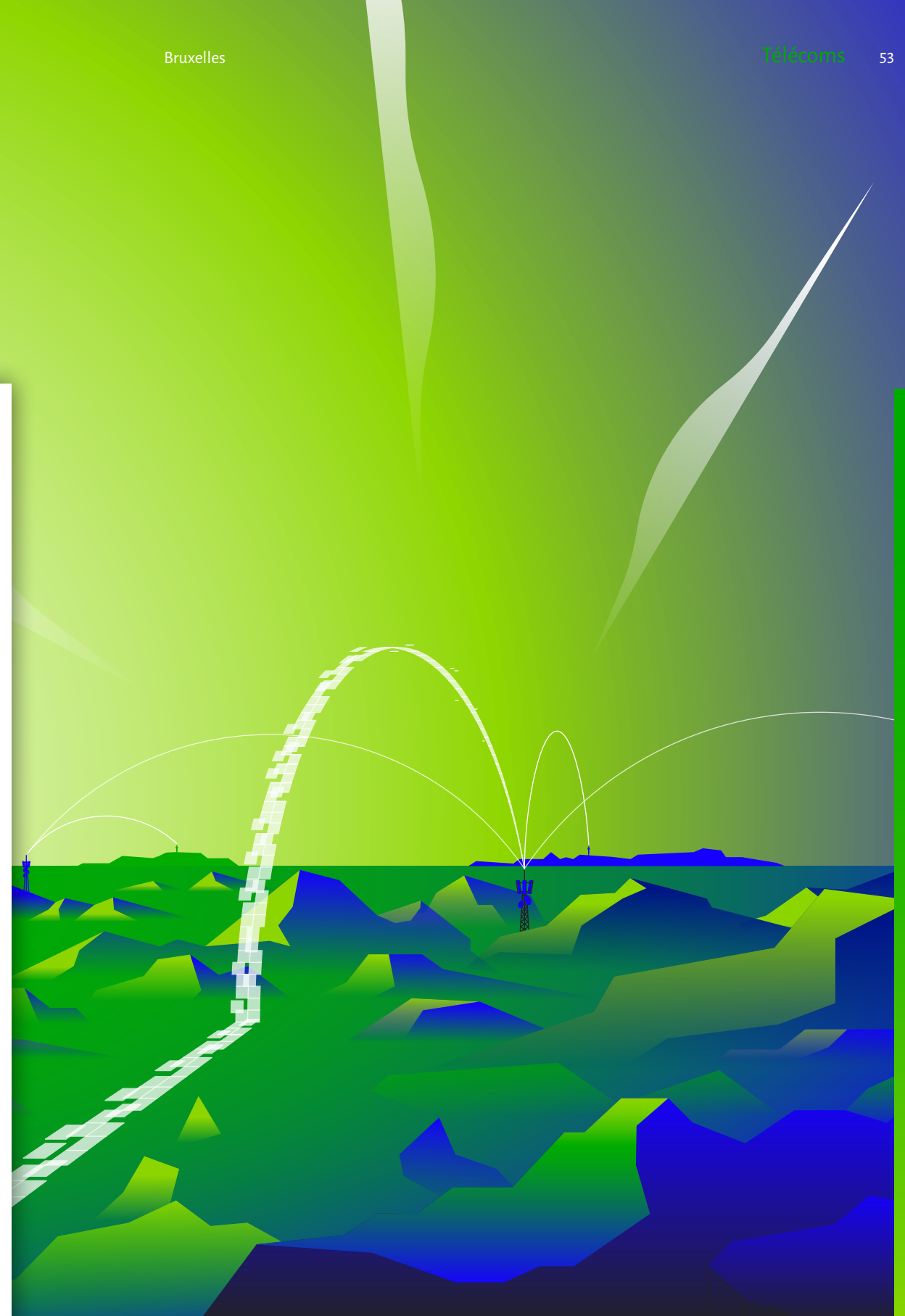
Bruxelles est-elle réellement prête pour un avenir numérique ?



Il est temps de changer de route

Grâce à son titre de capitale européenne, Bruxelles abrite des organismes publics ainsi que de nombreuses entreprises locales et internationales. Ils créent ensemble beaucoup d'emplois et de valeur ajoutée. Mais cet écosystème florissant ne fonctionne que si le réseau numérique est lui aussi à la hauteur.

Les intentions ne manquent pas en matière de digitalisation, car Bruxelles vise haut. Ou du moins beaucoup plus haut que ne le laisse supposer son infrastructure actuelle de télécommunications. Alors que nous discutons des normes 5G, d'autres capitales européennes ont pris une longueur d'avance. Et dans d'autres régions de Belgique, les premières applications commerciales et industrielles ont déjà été lancées.



L'incertitude fiscale freine les investissements

Les 19 communes bruxelloises prélèvent des taxes sur les antennes de téléphonie mobile, chacune se basant sur sa propre réglementation. Résultat : les acteurs du secteur des télécommunications ne voient plus les arbres à travers la forêt. De plus, les communes menacent d'imposer de nouvelles taxes sur les réseaux fixes, ce qui réduit encore la volonté d'investir. Enfin, la lenteur de nos procédures d'octroi de licences reste également une épine dans le pied des entreprises de télécommunications.

Des normes de rayonnement extrêmement strictes

Bien que le Gouvernement bruxellois ait assoupli la norme de rayonnement cumulative pour l'exposition aux rayonnements électromagnétiques à 14,57 V/m, notre capitale continue à se profiler comme un client particulièrement strict. À titre d'exemple, la recommandation de l'UE pour la norme de rayonnement est de 41,2 V/m, une norme que tous nos pays voisins suivent.

Ce contexte place les opérateurs devant un choix difficile, car des normes trop basses nécessitent jusqu'à 30 % d'antennes en plus pour garantir le même service. Plus d'antennes signifie aussi plus de taxes et de demandes de licences administratives. Si tout le monde suit, cette surenchère d'antennes conduit aussi à la saturation des réseaux.

Normes de rayonnement par région

Flandres
20,6 V/m

Wallonie
18,4 V/m

Bruxelles
14,57 V/m

Des milliers d'emplois et une importante source de revenus potentiellement menacés

Jamais les investissements dans les télécommunications n'ont été aussi importants dans notre pays. Pas moins de 2,3 milliards d'euros ont été investis dans l'infrastructure en 2022. En outre, 1,4 milliard d'euros supplémentaires ont été investis dans les droits de licence. Et ce n'est qu'un début. Avec le déploiement de nouveaux réseaux mobiles et fixes tels que la fibre optique, la 5G et, plus tard, la 6G, les investissements ne feront qu'augmenter.

15
milliards
d'euros

Tels sont les investissements prévus dans le secteur belge des télécommunications pour cette décennie

Outre les investissements commerciaux, les opérateurs paient beaucoup d'impôts aux Régions et aux communes. Quant aux cotisations sociales, ils en versent également : plus d'un milliard d'euros par an. Le secteur crée en effet beaucoup d'emplois : 20.000 emplois directs et 20.000 emplois indirects. La plupart sont créés dans la Région bruxelloise. Une politique qui soutient et contribue à façonner le secteur des télécommunications est donc nécessaire, tant d'un point de vue économique que social. Il est temps d'emprunter une nouvelle voie.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Porter la norme de rayonnement à 41,2 V/m (conformément à la recommandation de l'UE)

#2 Réduire la charge administrative

Agoria plaide en faveur de procédures simples et harmonieuses pour l'octroi de licences et de droits de passage. Cela implique un examen des règles et des lois existantes, suivi d'un plan de simplification administrative.

#3 Mettre en œuvre la loi européenne sur l'infrastructure Gigabit (GIA) sans dérogations

#4 Garantir un climat fiscal favorable aux investissements

Dans l'esprit du GIA et du Code européen des communications électroniques (EECC), Agoria demande la suppression de tous les impôts, taxes, redevances, rétributions et indemnités sur les réseaux mobiles et fixes.

#5 Mettre en œuvre le programme European Digital Decade et le Connectivity Policy Program au sein de la Belgique fédérale et ses trois régions

#6 Élaborer une feuille de route nationale

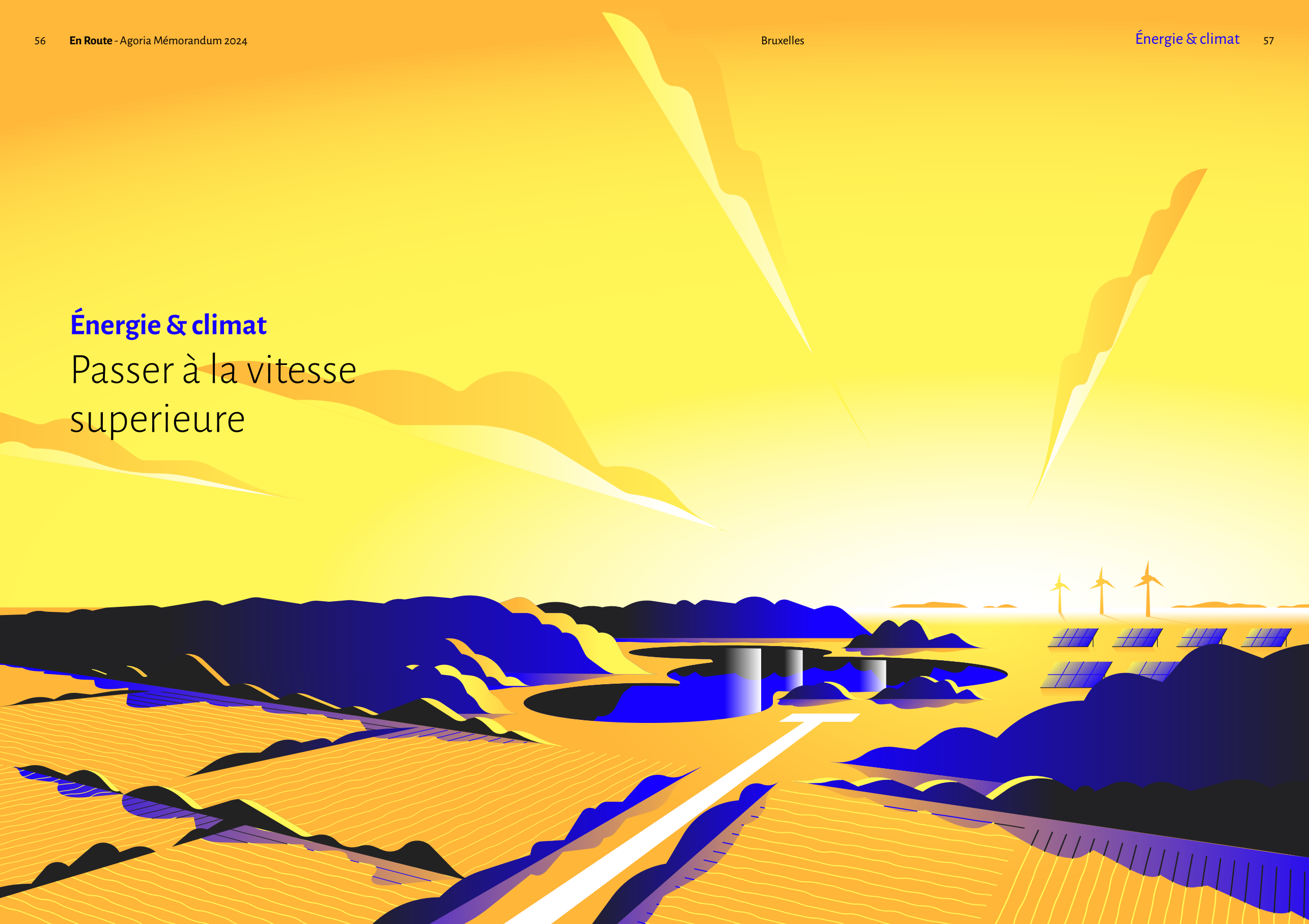
Agoria demande que soit élaborée une feuille de route stratégique nationale pour l'expansion des réseaux de télécommunications fixes et mobiles. Cette feuille de route devrait être le fruit d'une collaboration entre les différents gouvernements, le secteur des télécommunications et l'industrie, et déboucher sur une vision à long terme, un cadre législatif stable et un cadre propice aux investissements.

Technology for a better world

À première vue, le secteur des télécommunications peut sembler difficile à associer au développement durable, mais rien n'est moins vrai. Des télécommunications florissantes accélèrent la numérisation de la société, soutiennent l'économie des données et permettent une mobilité fluide et respectueuse de l'environnement. En outre, un réseau numérique de premier ordre accroît la compétitivité de nos entreprises. Tout cela conduit à une prospérité durable.

Énergie & climat

Passer à la vitesse supérieure



Il est temps de changer de route

Pour rendre possible la transition énergétique et climatique, Bruxelles dispose de deux atouts majeurs : la mobilité et le bâtiment. Dans ces deux domaines, le prochain gouvernement sera confronté à un choix cornélien : continuer à avancer au coup par coup ou passer à la vitesse supérieure pour garantir l'habitabilité de notre capitale de manière écologique.



Demande croissante de mobilité intelligente, écologique et sûre

En Belgique, tous les chemins mènent à... Bruxelles. Cela confère à la Région un énorme potentiel de croissance économique. Mais pour réaliser ce potentiel, il est urgent d'agir.

L'infrastructure de recharge est inadéquate

L'électrification rapide de notre société se fait surtout sentir dans le secteur de la mobilité. À titre d'exemple, 1 voiture particulière sur 4 immatriculée en 2022 était électrique. Pour les véhicules commerciaux, le ratio était même de 1 sur 3. Et ce n'est qu'un début.

2 millions

Tel est le nombre de véhicules 100 % électriques et hybrides qui emprunteront nos routes en 2030

Comment allons-nous recharger toutes ces voitures électriques ? Aujourd'hui, Bruxelles compte 1.800 points de charge, en 2025 il devrait y en avoir 9.500 et en 2035 nous passerons à 22.000. Seule conclusion possible : pour rendre Bruxelles attrayante aux yeux des conducteurs électriques, ces objectifs sont largement insuffisants.

Nécessité d'augmenter la capacité du réseau

Par ailleurs, il ne suffit pas de placer davantage de bornes de recharge. Il faut également les alimenter en énergie. Par exemple, la demande totale d'électricité de la Région bruxelloise est aujourd'hui de 5.220 GWh, mais en raison de l'électrification des transports, elle augmentera de 31 % au cours des prochaines années. Il est hors de question d'attendre que la sécurité d'approvisionnement soit compromise. Agoria considère que garantir une capacité de réseau suffisante est une priorité pour la prochaine législature.

Impératif : une infrastructure à l'épreuve du temps

De plus en plus de nouveaux véhicules sont équipés de fonctions automatisées et sont également fortement connectés. Il est donc important d'adapter ou d'étendre notre infrastructure routière et nos réseaux de communication, tels que la 5G ou la 6G, en conséquence. Les nouvelles technologies comme les systèmes de transport intelligents et coopératifs peuvent mettre à disposition dans le véhicule toutes sortes d'informations externes (conseils de vitesse, itinéraires alternatifs, etc.). Si nous voulons que notre capitale reste accessible aux Bruxellois et aux navetteurs, nous devons aller dans cette direction.

La mobilité électrique est un sujet brûlant. Toutefois, il est également important d'évaluer la contribution d'autres technologies à faibles émissions. Songeons par exemple aux carburants alternatifs et synthétiques (RFNBO).

Des pistes cyclables ? Oui.

Une infrastructure cycliste intelligente ? Oui également.

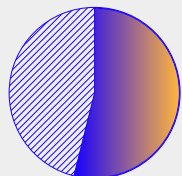
Au cours de la dernière législature, Bruxelles a beaucoup investi dans la construction de pistes et autoroutes cyclables. Toutefois, le nombre de kilomètres de nouvelles pistes cyclables ne doit pas être le seul critère de réussite. L'occasion doit être saisie de rendre l'infrastructure cyclable intelligente, économe en énergie et pérenne, sans compromis à la sécurité et au confort. Et ce, dans le respect de la faune et de la flore. L'éclairage LED, par exemple, présente des avantages en termes de durée de vie et d'efficacité énergétique, et est également réglable en intensité pour épargner la faune et la flore dans les espaces verts.

Prestataires de services et producteurs locaux désavantagés

Dans les marchés publics liés à la mobilité, Agoria constate un afflux croissant de soumissionnaires de pays tiers. Ceux-ci travaillent souvent avec des prix particulièrement bas, des procédures de sécurité douteuses et des conditions de travail et d'environnement déplorable. Dans l'UE, il existe des règles pour lutter contre la concurrence déloyale, mais elles ne sont pas toujours connues et insuffisamment appliquées.

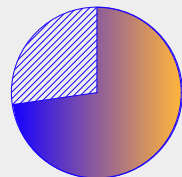
Construire un parc immobilier climatiquement neutre

Les bâtiments sont d'énormes consommateurs d'énergie et représentent également la majeure partie des émissions de gaz à effet de serre dans notre capitale. Si nous faisons la différence ici, nous pouvons avoir un impact réel sur le climat et notre cadre de vie. Le ton est donné, il faut maintenant persévérer.



54 %

Telle est la part des bâtiments dans les émissions totales de gaz à effet de serre de la Région bruxelloise



73 %

Telle est la part des bâtiments dans la consommation d'énergie de la Région bruxelloise

Renolution montre la voie

Renolution est la stratégie de la Région bruxelloise pour la rénovation des bâtiments bruxellois. L'objectif : rénover mieux, plus vite et plus de bâtiments pour réduire jusqu'à un tiers la consommation moyenne d'énergie des logements et atteindre la neutralité climatique dans le secteur tertiaire d'ici 2050.

Les mesures positives sont nombreuses. L'accessibilité financière et la stabilité du marché sont examinées à la loupe, les sources d'énergie renouvelables sont explicitement ciblées, la politique PEB est harmonisée et les investisseurs sont encadrés.

Agoria a également salué l'accélération des efforts vers la neutralité climatique des bâtiments publics, avec RenoClick comme programme d'orientation.

Structure particulière du marché

La structure du marché bruxellois se caractérise par une forte proportion d'immeubles à appartements (60 %) et un marché locatif dominant (60 %), contrairement à la Wallonie et à la Flandre où le marché des propriétaires est plus dominant avec une part d'environ 70 %.

L'obligation de rénovation prévue pour les bâtiments résidentiels et non résidentiels à partir de 2025 en tient compte. Une obligation progressive est prévue pour correspondre à la part élevée du marché locatif à Bruxelles.

Le certificat PEB comme indicateur

Bruxelles compte près de 200.000 bâtiments, représentant plus de 500.000 unités de logement. La performance climatique moyenne du parc immobilier est mesurée par le certificat PEB. Aujourd'hui, ce certificat n'est disponible que pour les bureaux et les logements et on estime que seuls 10 % des bâtiments résidentiels ont un label C+ ou plus.



Agoria se félicite du fait que l'obtention du certificat PEB obligatoire a été étendue à tous les bâtiments. Toutefois, la question de savoir si cette obligation sera également étendue à tous les bâtiments tertiaires, parmi lesquels les magasins et les restaurants, reste ouverte.

Sensibilisation croissante

Les nombreuses mesures prises par les autorités bruxelloises ont sensibilisé les citoyens et les entreprises à la nécessité de procéder à des constructions et des rénovations climatiquement neutres. C'est ce qui ressort de la forte croissance des demandes de conseils en matière de rénovation auprès de Homegrade, par exemple. La prochaine législature devrait maintenir cette tendance.

Roadmap pour une prospérité durable

Mobilité

#1 S'attaquer au problème de la congestion avec la mobilité multimodale

Introduire une taxe kilométrique intelligente pour tous les véhicules, qui tienne compte, entre autres, du lieu et de la durée du trajet. Ce faisant, assurer la coordination avec les différentes Régions afin d'éviter la double imposition. En outre, investir dans un réseau routier de haute qualité doté d'une infrastructure de circulation intelligente (par exemple, des feux de circulation intelligents) et appliquer une gestion intelligente et dynamique de la circulation.

#2 Réduire l'impact de la mobilité sur le climat et l'environnement

C'est dans ce but qu'Agoria inscrit ces points à l'ordre du jour :

- Viser 20.000 points de recharge d'ici 2024, et non 9.500 d'ici 2025 et 22.000 d'ici 2035. En outre, l'objectif pour les stations de recharge rapide et ultra-rapide pourrait être plus ambitieux : 800 stations d'ici 2029. Enfin, nous recommandons d'élaborer sans attendre un plan prospectif pour le déploiement de l'infrastructure de recharge pour le transport de marchandises.
- Travailler sur un plan directeur pour renforcer le réseau électrique, prêt pour la transition vers le transport électrique de passagers et de marchandises. C'est pourquoi Agoria demande une réévaluation rapide du plan d'investissement de Sibelga, y compris l'introduction de réseaux intelligents et la conversion du réseau 230V en réseau 400V.
- Mettre à disposition suffisamment d'énergie verte pour l'électrification du transport routier.

#3 Investir dans une infrastructure de mobilité durable et à l'épreuve du temps

#4 S'engager en faveur de l'innovation, de la formation, de la numérisation et des nouvelles technologies pour la mobilité de demain.

#5 Collaborer à une politique de mobilité cohérente et efficace

La construction de la nouvelle ligne 3 du métro, reliant le Nord au Sud de Bruxelles, est très importante pour la région et pour démêler le nœud de la mobilité. Les pouvoirs publics devraient utiliser le Fonds Beliris, créé à l'origine pour financer les grands investissements stratégiques, pour financer ce grand projet de mobilité.

Construire sans impact sur le climat

#6 Développer un plan d'investissement public transversal sur 10 ans pour les bâtiments, en complément de la politique énergétique et climatique de Bruxelles (PACE).

#7 Professionnaliser le cadre du PEB (par exemple, outil d'évaluation, d'essai et de conseil) pour une politique climatique orientée vers l'avenir, de préférence en collaboration avec les autres régions. Étendre les certificats PEB existants aux systèmes pour les bâtiments tertiaires autres que les bureaux. Faire évoluer le système de certification PEB vers le zéro émission (ZEB) en fonction des nouvelles exigences de la Directive sur la Performance énergétique des Bâtiments (EPBD).

#8 Mettre en place une plateforme de coopération avec les ministres, les administrations et les parties prenantes pour soutenir les pouvoirs locaux. Elle fournirait l'expertise nécessaire pour mettre en œuvre une stratégie de rénovation à long terme, attirer des fonds européens et éventuellement augmenter l'offre de logements sociaux climatiquement neutres (voir l'exemple de Netwerk Klimaat in Vlaanderen).

#9 Poursuivre avec Renolution comme point de repère couple

#10 Tableur sur RenoClick pour une rénovation accélérée des bâtiments publics

#11 S'engager à renforcer les capacités de conseil en matière de rénovation climatique auprès des propriétaires de logements par l'intermédiaire de Homegrade

#12 Poursuivre le tax shift vert en collaboration avec les autorités fédérales et les autres régions.

Technology for a better world

Dans le secteur technologique, nous soutenons les projets European Green Deal et Fit for 55. Il serait formidable que Bruxelles, la capitale de l'Europe, soit un exemple à suivre dans ce domaine. En passant à la vitesse supérieure en matière de mobilité verte et de bâtiments climatiquement neutres, nous pouvons réduire considérablement l'empreinte écologique de Bruxelles. Une chose est sûre : Agoria est prête à conseiller et aider les décideurs bruxellois.



www.enroute2024.be